

Paris, le 1^{er} septembre 2017

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

Contrats aidés : les maires de France ont réitéré au gouvernement l'urgence de régler toutes les situations locales pour assurer le bon déroulement de la rentrée scolaire

Une délégation* du bloc communal, conduite par François Baroin, a été reçue ce matin par Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des territoires, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, et le directeur de cabinet de Muriel Pénicaud, ministre du Travail, sur l'impact de la baisse, sans préavis, du nombre de contrats aidés alloués aux collectivités, ce qui a un impact direct pour l'organisation de la rentrée scolaire.

Les élus ont tenu à souligner le fait que la décision prise par le gouvernement cet été de supprimer soudainement un nombre significatif de contrats aidés n'est acceptable :

- ni sur la forme : aucune concertation ni préavis, en contradiction flagrante avec l'Accord de méthode convenu entre l'État et les associations nationales représentatives à l'issue de la Conférence nationale des territoires du 17 juillet dernier,
- ni sur le fond, avec la remise en cause au dernier moment de recrutements effectués au détriment de personnes modestes et fragilisation de nombreux services publics des collectivités qui doivent pourtant les assurer, à commencer par celui du fonctionnement des écoles et des activités périscolaires.

Aussi, les représentants des associations nationales du bloc communal ont demandé instamment au Gouvernement de revoir le nombre de contrats aidés en 2017 et de régler, sans délai, toutes les situations locales pour permettre la rentrée scolaire dans les meilleures conditions dans toutes les écoles de métropole et d'Outre-mer.

Les ministres, conscients des difficultés, se sont engagés à traiter toutes les situations locales, au cas par cas. Une instruction urgente en ce sens a été adressée aux préfets en leur accordant notamment souplesse et fongibilité dans l'utilisation des moyens mis à leur disposition. Les maires des communes concernées sont invitées à (re)prendre contact avec les préfets de leur département pour que des solutions soient rapidement trouvées afin de garantir le bon déroulement de la rentrée scolaire.

**Caroline Cayeux, Cecile Gallien, Agnès Le Brun, Jean-Michel Morer, Pierre-Alain Roiron, Wilfried Schwartz et Francisque Vigouroux.*